

Questions orales

Maintenant le gouvernement, par l'intermédiaire de son ministre de l'Expansion industrielle régionale (M. Côté), déclare que la Nouvelle-Écosse doit acheter un laminoir universel avant qu'il ne fournisse 70 p. 100 du financement pour la deuxième phase de modernisation. C'est de la trahison à l'égard des gens de la Nouvelle-Écosse et du Cap-Breton industriel. C'est une autre promesse non tenue de la part du gouvernement, auquel je demande de respecter ses engagements.

* * *

[Français]

LA SEMAINE NATIONALE DE LA CITOYENNETÉ

LA FIERTÉ NATIONALE

M. Gérald Comeau (South West Nova): Monsieur le Président, à l'occasion de la Semaine nationale de la citoyenneté, je voudrais exprimer aujourd'hui ma fierté d'être citoyen du Canada.

Le Canada est un des pays les plus évolués au monde au chapitre des droits et libertés dont jouissent ses citoyens. Je suis fier de vivre dans un pays qui encourage toutes ses communautés culturelles à sauvegarder, à mettre en valeur la langue et les traditions de leurs ancêtres, un pays qui a toujours été vu comme une grande terre d'accueil. Ses traditions démocratiques, son respect des libertés individuelles et le tempérament industriel et le caractère pacifique et tolérant de sa population font l'envie de bien des peuples. Et pour preuve, depuis l'entrée en vigueur de la première loi sur la citoyenneté en 1947, plus de trois millions de personnes ont choisi le Canada comme pays d'adoption.

Finalement, j'oserais présumer que ce qui manque en fait le plus aux Canadiens, ce n'est pas le sentiment de fierté nationale, mais seulement des occasions de pouvoir s'exprimer haut et fort. J'invite donc tous mes concitoyens à profiter de cette semaine de la citoyenneté, pour fêter le 40^e anniversaire de la citoyenneté canadienne.

* * *

L'INDUSTRIE DE LA CHAUSSURE

L'IMPORTANCE DES QUOTAS

M. Don Boudria (Glengarry—Prescott—Russell): Monsieur le Président, encore une fois, je désire porter à l'attention de cette Chambre la situation désastreuse à laquelle doit faire face l'industrie de la chaussure au Canada.

Depuis l'abolition des quotas le 30 novembre 1985, l'importation de chaussures pour hommes a augmenté de près de 50 p. 100. En particulier les importations du Sud-est asiatique sont passées de 63 000 paires à 213 500 paires, ce qui représente une augmentation de 238 p. 100.

Dans la circonscription électorale de Glengarry—Prescott—Russell, une industrie en particulier a dû laisser aller les deux tiers de ses employés, ce qui a résulté en la mise à pied de 150 personnes. Bien que la ministre du Commerce international (M^{me} Carney) ait rencontré les représentants de l'industrie

canadienne des manufacturiers de la chaussure, aucune décision n'a encore été prise.

Ce que cela prend, monsieur le Président, c'est une politique de cinq ans de ce gouvernement pour garantir des emplois dans le domaine de la chaussure. Les quotas doivent être remis pour une période d'au moins cinq ans. C'est seulement par cette mesure que les Canadiens seront sûrs de garder leurs emplois.

● (1420)

QUESTIONS ORALES

[Traduction]

LES FINANCES

LE PROJET DE PRISE DE CONTRÔLE DE DOME PETROLEUM—ON DEMANDE LE RENVOI DU DOSSIER AU PARLEMENT

Le très hon. John N. Turner (chef de l'opposition): Monsieur le Président, le ministre des Finances a fait plusieurs déclarations contradictoires, hier à la Chambre, au sujet de la situation de Dome Petroleum. Comme on peut le lire dans le hansom, il a dit que la situation était urgente. Il a ensuite déclaré qu'il fallait laisser les choses suivre leur cours, puisque le secteur privé devait se charger de remédier au problème, en laissant ensuite entendre que d'importantes décisions pourraient être prises du point de vue fiscal.

La question est-elle urgente ou non? Va-t-on prendre d'importantes décisions fiscales portant sur des milliards de dollars et surtout, a-t-il l'intention de soumettre ce dossier au Parlement avant que la transaction ne soit conclue afin que nous puissions éviter les erreurs coûteuses commises dans le cas de Gulf et Western et lors du renflouement des banques?

L'hon. Michael Wilson (ministre des Finances): Monsieur le Président, le chef de l'opposition parle d'erreurs coûteuses. C'est à cause de la coûteuse erreur commise en instituant le Programme énergétique national que Dome Petroleum se retrouve dans cette situation.

Des voix: Bravo!

M. Wilson (Etobicoke-Centre): Le chef de l'opposition sera certainement d'accord. Il l'a déclaré à de nombreuses reprises avant d'occuper ce siège.

Il m'a demandé quelle était la situation de Dome. Sa situation présente un certain caractère d'urgence car le député n'ignore pas que cette prise de contrôle exige que nous soyons prêts à intervenir immédiatement en fonction de l'évolution des événements.

En ce qui concerne les décisions fiscales portant sur des milliards de dollars dont parle le député, ce dernier devrait faire la distinction entre une décision fiscale et une concession fiscale. Je le vois sourire et je pense qu'il comprend exactement ce que je veux dire. N'importe qui peut obtenir une décision fiscale qui consiste à préciser les dispositions de la loi. C'est une chose dont se charge mon collègue, le ministre du Revenu national. S'il s'agit d'accorder des milliards de dollars, il s'agit plutôt d'une concession fiscale. Évidemment, cela me crée beaucoup plus de problèmes.